

ABONDANCE

Mot mythique et relatif à la description d'une situation. Il est opposé à la rareté, mais la rareté des uns peut correspondre à l'abondance des autres. Le mot abondance a souvent été l'objet de craintes, si l'on en croit des locutions populaires :

« La production surabonde »

« Nous périssons de pléthore »

« Tous les marchés sont engorgés et toutes les carrières encombrées »

« Abondance de biens nuit »

« La faculté de consommer ne peut plus suivre la faculté de produire. »

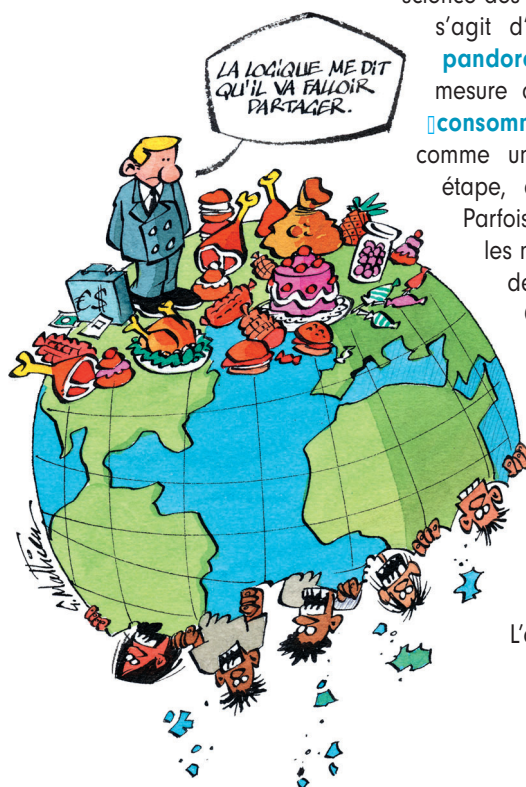
Il s'agit là d'une approche sociologique de la société qui cherche à améliorer une situation grâce à l'économie, avec le paradoxe fondamental que cette discipline a été définie, de façon peut-être malheureuse, comme la science des raretés. Mais il

s'agit d'une **boîte de pandore**, dans la mesure où la société de

consommation n'admet pas l'abondance comme un résultat absolu puisqu'à chaque étape, de nouveaux **besoins** sont créés.

Parfois même, l'abondance est crainte par les marchés qui, par le jeu de l'offre et la demande, tendent alors à s'effondrer.

On parle dans cette situation de **crise de surproduction**, bien que les deux termes ne puissent pas être confondus. Bastiat a écrit : « ...voici une longueur qui, dédaignant les voies tortueuses et allant droit au but, conseille de brûler périodiquement Paris, pour offrir au travail, l'occasion et l'avantage de la reconstruire. Que redoute-t-il ? L'abondance. »



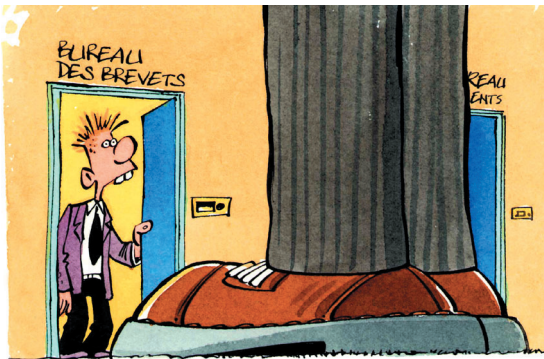
ACCÉLÉRATEUR

Amplification plus que proportionnelle de l'investissement induite par une variation de la demande finale.

Keynes a présenté l'**accélérateur** en mettant d'abord en valeur l'impact de l'**investissement** sur le **revenu** au travers du **multiplificateur**. En effet, un nouvel investissement génère un nouveau revenu qui entraîne une augmentation de la **consommation**, elle-même créant à son tour un supplément de revenu, ainsi de suite. Keynes introduit alors l'accélérateur et montre ainsi l'importance d'une variation du revenu sur l'investissement. Pour répondre à une augmentation de la demande qui résulte de ces augmentations successives de revenus, les entreprises doivent ajuster leur volume de production en investissant. Keynes combine le multiplificateur, investissement qui engendre une augmentation des revenus, et l'accélérateur, augmentation des revenus qui augmente l'investissement.

Samuelson a aussi combiné multiplificateur et accélérateur dans un modèle appelé

oscillateur et présente ainsi une explication mathématique aux fluctuations cycliques de l'activité. Il propose quatre régimes différents, suivant que les fluctuations cycliques s'atténuent dans le temps, ou s'amplifient, ou bien une situation dans laquelle l'économie converge vers un **équilibre** stationnaire, enfin une situation sans fluctuation, avec des taux de **croissance** de plus en plus forts. L'économie, à un moment donné, se situe dans l'un de ces cas, en fonction, entre autres, de l'accélérateur.



Le concept d'accélérateur est apparu en 1909 dans les travaux d'Aftalion. Dans le même esprit, Clark en 1917, établit la relation entre la production et la capacité de production qui ne varie que très peu. Elle peut même être considérée comme une constante. Pour accroître la production, le stock de capital doit être accru. Un des principes est que l'investissement fluctue dans des proportions beaucoup plus importantes que la production. En effet, une entreprise, par prudence, va prévoir une augmentation de ses capacités de production, proportionnellement plus importante que l'augmentation de la demande à satisfaire. Il y a **effet d'accélération**. Des études récentes ont cependant montré que l'ajustement du stock de capital est coûteux, si bien que des entreprises, souvent, n'ajustent pas totalement

leur capital, compte tenu de la demande future anticipée.

Aftalion explique les **cycles** du commerce et les **crises de surproduction** par un modèle reposant sur le principe d'accélération. Jouant principalement sur des variations de valeurs, il montre qu'une augmentation assez faible d'objets de consommation générera un accroissement de la demande des instruments de production plus que proportionnellement.

Solow a abandonné le principe d'accélérateur reposant sur la liaison fixe entre capital et production et introduit une fonction de production, incluant les facteurs capital et travail.

Le principe de l'accélérateur a permis de faire des analyses relatives aux comportements d'investissements des entreprises, en introduisant en particulier des intensités de production de période en période, compte tenu des retournements conjoncturels.

L'économie utilise la dynamique de l'accélérateur comme moyen d'amplification des processus, donc comme source possible de gains. Le mot implique une liaison avec d'autres moteurs de l'économie.

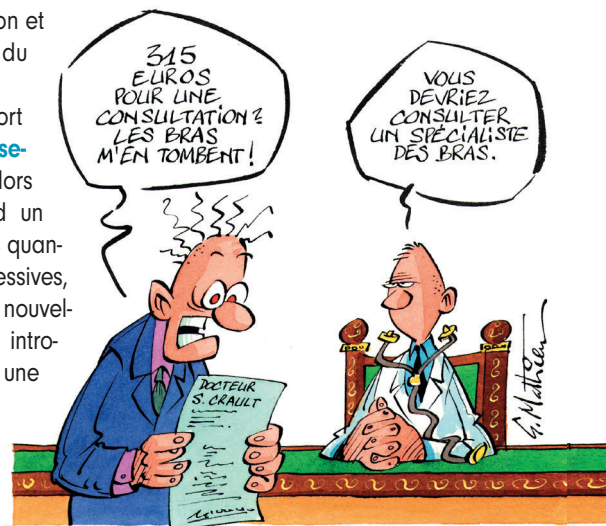
ACCUMULATION

Processus fondamental de création du capitalisme. Ce mot implique l'idée d'un amoncellement de biens, au-delà des **besoins** du moment, donc une augmentation du volume du capital, mesurée par la formation du capital fixe en comptabilité nationale. Elle implique une forme de concentration de moyens financiers pour permettre de générer de nouveaux moyens de production.

A
9

Historiquement, Marx parlait d'une accumulation primitive reposant sur le développement de la propriété privée, sur une concentration de moyens de production et ayant généré ainsi la création du système capitaliste.

Cette analyse implique l'idée d'un effort que l'on ne peut qu'appeler **investissement**. L'analyse libérale correspond alors à la réalité des événements, quand un individu s'organise pour augmenter les quantités produites dans des périodes successives, en vue de créer des profits, sources de nouvelles richesses. L'idée d'accroissement introduit celle de **croissance** et de toute une



dynamique évolutive. Tout est alors prévu pour améliorer la production, y compris l'acquisition de nouvelles techniques et de connaissances, ainsi que des perfectionnements dans l'**organisation** du travail.

Une accumulation peut être **extensive**, quand un nouveau capital dépensé permet corrélativement d'augmenter la production. Cependant, le système capitaliste a introduit rapidement les concepts d'efficacité, de **productivité** et de **compétitivité**, ce qui, implicitement, a poussé à introduire la notion d'accumulation **intensive**, qui implique une transformation qualitative du processus de production.

La **théorie de la régulation** semble faire la synthèse entre toutes les pensées qui ont utilisé l'accumulation. Elle part du principe que le système capitaliste est régi par la règle d'**accumulation du capital** qui définit les mécanismes de répartition. Le champ de cette approche couvre une bonne partie de l'économie moderne et concerne le partage entre salaires et profits, entre consommation et investissement dans l'esprit de l'analyse keynésienne. Des analyses concernent aussi un ensemble de travaux sur les salaires au niveau qualitatif, rémunérations, nature des emplois, spécialités, attachement des salariés à l'entreprise, flexibilité de l'emploi. Liées à ces approches, les théories du **capital humain** incorporent les dépenses de santé et d'éducation dans l'accumulation du capital. Accumuler des connaissances, des spécialités, devient un moyen de progrès.

Le mot « accumulation » constitue un vecteur commun à toutes les mutations actuelles de l'économie, en particulier les concentrations, voire les OPA qui réussissent si l'accumulation d'actions est suffisante pour contrôler une société convoitée.

L'accumulation traduit aussi l'idée d'amoncellement, de stratification. Cette approche reflète la dynamique de renouvellement des infrastructures qui se remplacent progressivement, se superposent ou s'éliminent et dont la **destruction créatrice** de Schumpeter est le symbole fort.

ACTIF

Créance d'un agent économique, patrimoine d'une **entreprise**, mais aussi résultat d'un processus de production se soldant par une augmentation de richesse. Le mot peut aussi désigner la population active.

Dans le bilan d'une entreprise, l'actif décrit les différentes utilisations des ressources financières. On distingue l'actif immobilisé, soit incorporel (frais d'établisse-



ment, fonds commercial, **▣brevets**, droits d'auteur, marques de fabrique, baux...), soit corporel (terres, machines, bâtiments, ressources naturelles...), soit financier (prêts, prises de participation dans d'autres entreprises...).

Les **actifs circulants** sont constitués par les valeurs d'exploitation qui font partie des richesses de l'entreprise, mais qui ne sont pas destinées à y rester longtemps (stocks, créances sur des clients, titres de placements, avances et acomptes versés sur les commandes passées, titres de placement...).

Les actifs financiers procurent des **▣revenus** supplémentaires, des plus-values, des dividendes. Les résultats de leur exploitation font partie de la bonne gestion de l'entreprise.

La possession de **▣liquidités** doit permettre à une entreprise, tout en ayant des résultats sains, de pouvoir être assurée d'avoir, éventuellement, la possibilité de transformer ses avoirs et d'en disposer sur-le-champ, pour faire face à toute situation imprévue. À cet effet, la trésorerie est l'ensemble des actifs liquides détenus par un agent économique. La difficulté de trésorerie repose justement sur ce décalage dans le temps, entre les dates d'entrée et de sortie des recettes.

La notion de risque est introduite, elle fait partie de la gestion et incorpore les éventuelles variations de valeurs et de rendements. Elle repose sur l'évolution des chiffres d'affaires, mais aussi sur les variations de chaque actif, en fonction de la **▣conjoncture** et des **▣marchés** fixant leurs niveaux de prix.



ACTUALISATION

Méthode de calcul permettant d'apprécier la valeur actuelle des **▣revenus** qui s'échelonnent dans le temps. La valeur actuelle d'une unité monétaire disponible dans le futur est inférieure à la valeur d'une unité monétaire disponible aujourd'hui. Plus le taux d'actualisation augmente, plus le futur se trouve déprécié.

La valeur actualisée (V) d'une somme (S) qui ne sera disponible que dans n années est :

$$V = \frac{S}{(1 + i)^n}$$

avec i représentant le taux d'intérêt qu'aurait pu rapporter la somme S immédiatement disponible.

Ce type de calcul est très souvent à l'origine des décisions relatives aux investissements : en fonction du coût de l'**▣investissement** réalisé aujourd'hui et en prévoyant les bénéfices engendrés par cet investissement, il s'agit de déterminer le taux qui permettra d'égaliser l'investissement considéré comme une sortie de fonds et les bénéfices qui sont des rentrées de fonds. Une analyse permet alors de prendre des décisions, en effet si le taux est plus élevé que celui de l'ensemble des autres investissements déjà réalisés par la



société, le projet pourra être retenu. Cependant, ce type de calcul n'est qu'un élément menant à une décision stratégique, d'autres considérations peuvent pousser à faire cet investissement, même si le calcul de l'actualisation est défavorable. En fait, l'**entreprise** ou l'État arbitrent entre différents projets d'investissements en faisant reposer leurs choix en fonction des bénéfices actualisés. Le choix d'un taux d'actualisation repose sur des **anticipations**, tenant compte de taux d'intérêt pratiqués au niveau des obligations, mais aussi de l'évolution probable de l'**inflation**, et de différents paramètres liés à la rentabilité des investissements.

L'évolution de la conjoncture économique a

une dimension tellement aléatoire que des décisions qui concernent l'avenir ne peuvent que reposer sur un grand nombre de paramètres, parmi lesquels l'intuition figure en bonne place.

A
2

AGR GAT

Grandeur statistique permettant de plus ou moins « focaliser », « agglomérer », agréger, une grandeur statistique de l'activité économique et ainsi, de faire des analyses dans le temps et dans l'espace.

Les comptes nationaux utilisent le **prix de marché**, mais aussi des **coûts de facteurs** pour estimer les services des administrations, c'est-à-dire calculer les dépenses qui permettent de les évaluer dans le cadre d'une production non marchande.

L'agrégat principal est le **produit intérieur brut**, dont l'évolution, chaque année, est exprimée par la **croissance** du pays. Ce PIB est égal à la somme des **valeurs ajoutées** qui représentent la mesure de la valeur réelle de la production d'une entreprise. La passerelle entre la valeur ajoutée de l'entreprise, le PIB, et la croissance, représente un fil permettant de suivre un lien entre microéconomie et macroéconomie, et de montrer que la macroéconomie dépend totalement de la microéconomie.

Le PIB permet d'évaluer l'activité des entreprises françaises ou étrangères, implantées sur le territoire du pays. Le produit national brut repose sur l'appartenance nationale donc l'ensemble de la production réalisée par les entreprises nationales

sur le territoire national ou à l'étranger.

D'autres agrégats tels que la **production**, la **consommation**, la **formation de capital**, l'**épargne nationale** permettent, dans le cadre de la comptabilité nationale, de posséder une **information** continue et évolutive sur l'activité économique. Cette comptabilité regroupe les acteurs de la vie économique en **secteurs institutionnels** composés d'unités institutionnelles comparables et marquées par une seule fonction principale.

Les **unités institutionnelles** sont des centres de **décisions** économiques, jouissant d'une autonomie (entreprises dont certaines peuvent regrouper des activités différentes, ce qui implique de distinguer les **unités de production homogène**, les **branches d'activité**, les **sous-secteurs d'activité**).

Sept secteurs institutionnels permettent de classer les agents économiques:

Les **sociétés et quasi-sociétés non financières**, en particulier les sociétés privées et les entreprises publiques qui vendent leur production.

Les **institutions financières** qui ont comme ressources principales, le fruit résultant de la collecte de l'**épargne** et de la distribution de **crédits**.

Les **entreprises d'assurances** qui ont comme ressources les **primes** contractuelles et différentes cotisations sociales.

Les **administrations publiques** comprenant l'État, les collectivités locales, la Sécurité sociale. Les ressources représentent un volume particulièrement important et sont composées des impôts, TVA, cotisations Sécurité sociale...

Les **administrations privées** composées des partis politiques, syndicats, comités d'entreprises, diverses **associations**... Leurs ressources reposent principalement sur des dons, des ventes et des rémunérations de certains services.

Les **ménages** dans lesquels sont comptées aussi bien les entreprises individuelles, les populations que les casernes et prisons... Les ressources représentent les rémunérations des facteurs de production et différents transferts.

Le **reste du monde** composé de toutes les opérations avec les unités résidentes et non résidentes.

Par la combinaison des **agrégats économiques**, des relations d'interdépendance sont établies ou constatées. Elles permettent d'évaluer différentes activités situées en amont d'un système de flux, ce qui permet d'anticiper des niveaux de production ou de prévoir des goulots d'étranglement, voire des surproductions. Les agrégats monétaires sont désignés par M1 (moyens de paiement utilisables immé-



A
B

diatement tels que la monnaie divisionnaire), M2 (disponibilités monétaires, en particulier les différents livrets, CODEVI...), M3 (masse monétaire, entre autres les placements à terme ou titres de marché), et L (ensemble des liquidités, y compris l'épargne contractuelle). Ces agrégats regroupent donc l'ensemble des moyens de paiement des agents économiques, en fonction de leur degré de liquidité, c'est-à-dire de leur aptitude à être convertibles en moyens de paiement instantanément, ou à plus ou moins bref délai. Ils permettent de mesurer à une date précise, la masse monétaire et de définir des objectifs relatifs à une politique monétaire, en évaluant l'ensemble des fonds qui peuvent se porter sur un marché. Une telle politique va jouer sur le crédit, les volumes de monnaie scripturale, mais aussi sur le déficit budgétaire. La marge de manœuvre de l'État est limitée par les **contraintes** européennes.

AIDE SOCIALE

Ensemble des mesures d'assistance assurées par l'État et les collectivités locales, distribuées aux personnes ayant des ressources insuffisantes. Que ce soient les enfants les plus mal lotis, les malades, les infirmes et les personnes âgées, une politique d'aide sociale est très diversifiée dans ses applications, et tend à s'adapter en fonction des maux de la société. Le financement apparaît dans le budget social.

A
14

Le budget de la Sécurité sociale, en particulier, représente le financement de l'ensemble des administrations publiques qui versent des prestations sociales visant à tenter de garantir un minimum aux personnes, sous forme d'opérations de redistributions économiques. Une partie importante des dépenses concerne les soins médicaux appartenant au domaine des prestations sociales, en particulier les prestations des assurances sociales concernant, entre autres, les versements pour les risques maladies et vieillesse.

Là se posent des problèmes fondamentaux résultant de l'évolution des principaux paramètres démographiques. L'**espérance de vie** augmentant, en France, en moyenne de trois mois par an, les taux de natalité et de fécondité se situant à des niveaux modestes et les taux de mortalité diminuant sensiblement, le vieillissement

